

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

Recours collectifs
COUR SUPÉRIEURE

N° : 500-06-000372-066
500-06-000373-064
500-06-000375-069

OPTION CONSOMMATEURS

Demanderesse

-et-

SERGE LAMOUREUX
YVON DESROSIERS
JUSTIN CHAUVETTE
MICHELLE GRIFFITH
DANY BROUSSEAU
JOHANNE GAGNÉ

Personnes désignées

c.

BANQUE MBNA CANADA
BANQUE ROYALE DU CANADA

Défenderesses

CONVENTION DE RÈGLEMENT

ANNEXE « A » - AVIS D'AUDIENCE D'APPROBATION DU RÈGLEMENT

Règlement de 37,5 millions de dollars
Recours collectifs concernant vos cartes de crédit
Banque MBNA Canada (maintenant Banque BofA Canada) et Banque
Royale du Canada

Un règlement est intervenu, sous réserve de l'approbation du Tribunal, entre Option consommateurs, Banque MBNA Canada (maintenant connue sous le nom Banque BofA Canada) et Banque Royale du Canada (« Banques parties au règlement ») dans le cadre de recours collectifs exercés par Option consommateurs contre plusieurs institutions financières au sujet de certaines pratiques applicables à leurs cartes de crédit. Il s'agit d'augmentations unilatérales de la limite de crédit, d'absences de délai de grâce de 21 jours avant

l'imputation de frais de crédit, de frais pour le dépassement de la limite de crédit et de frais pour des avances de fonds.

Ce règlement peut avoir des conséquences sur vos droits que vous agissiez ou non. Veuillez lire attentivement cet avis.

INFORMATION DE BASE

Pourquoi cet avis a-t-il été publié?

Cet avis a pour but de vous informer qu'Option consommateurs et les Banques parties au règlement ont convenu d'un règlement mettant fin aux recours collectifs. Option consommateurs et ses avocats pensent que le règlement est la meilleure solution pour les groupes; ils demanderont à la Cour supérieure de l'approuver.

La Cour supérieure tiendra une audience pour décider si elle doit approuver le règlement et modifier la période visée pour deux des recours collectifs. Vous pouvez assister à l'audience qui aura lieu le 22 mai 2014 à 14h00 à la salle 16.12 du palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Quels sont les objets de ces recours collectifs?

Selon Option consommateurs, les Banques parties au règlement auraient contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* en augmentant unilatéralement la limite de crédit des membres entre le 12 janvier 2001 et le 1^{er} janvier 2010. Les Banques contestent; elles déclarent s'être conformées en tout temps à la législation applicable qui est la législation fédérale.

Selon Option consommateurs, les Banques parties au règlement auraient contrevenu à la *Loi sur la protection du consommateur* entre le 2 août 2000 et le 1^{er} septembre 2010 en privant les membres d'un délai de grâce de 21 jours pour acquitter leur solde avant l'imposition d'intérêts sur de nouveaux achats. Les Banques contestent; elles déclarent s'être conformées en tout temps à la législation applicable qui est la législation fédérale.

Les frais de dépassement de limite de crédit et d'avance de fonds imposés par les Banques parties au règlement aux membres des groupes n'ont pas été inclus dans le calcul du taux de crédit depuis le 12 janvier 2001 et le 4 octobre 2001 respectivement. Selon Option consommateurs, cette omission contreviendrait à la *Loi sur la protection du consommateur*. Les Banques contestent; elles déclarent s'être conformées en tout temps à la législation applicable qui est la législation fédérale.

Qui sont les membres des groupes?
--

Vous êtes membre de l'un ou l'autre des groupes si vous rencontrez toutes les conditions suivantes :

1. Si vous êtes une personne physique;
2. Si vous avez une carte de crédit émise par Banque Royale du Canada ou une carte de crédit émise par Banque MBNA Canada avant le 30 novembre 2011;
3. Si cette carte de crédit n'a pas été utilisée pour les fins d'un commerce;
4. Si vous avez :
 - a. payé des frais de crédit sans bénéficier du délai de grâce de 21 jours prévu à la *Loi sur la protection du consommateur* entre le 2 août 2000 et le 31 août 2010 inclusivement;

ou

- b. payé des frais d'avance de fonds :
 - i. à Banque Royale du Canada depuis le 4 octobre 2001;
 - ii. à Banque MBNA Canada entre le 4 octobre 2001 et le 30 septembre 2010;

ou

- c. payé des frais de dépassement de limite de crédit :
 - i. à Banque Royale du Canada depuis le 12 janvier 2001;
 - ii. à Banque MBNA Canada entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010;

ou

- d. bénéficié d'une augmentation de la limite de crédit afférente à son compte sans en effectuer la demande expresse entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010;

RÉSUMÉ DU RÈGLEMENT

Qu'est-ce que le règlement prévoit?
--

Sans admission de responsabilité, dans le but d'éviter les frais et déboursés additionnels reliés à la tenue d'un procès éventuel, les Banques parties au règlement acceptent de verser une somme totale de 37,5 millions de dollars en règlement complet des réclamations des membres des groupes.

Comment la somme de 37,5 millions de dollars sera-t-elle répartie?

Les honoraires des avocats d'Option consommateurs sont 25% de la somme globale du règlement suivant de nouvelles conventions d'honoraires signées le 14 janvier 2014, lesquelles reflètent une entente intervenue le 4 novembre 2010. Après déduction des honoraires des avocats d'Option consommateurs, le solde de la somme de 37,5 millions de dollars payée par les Banques parties au règlement sera réparti comme suit :

- 26 371 093,76 \$ pour indemniser directement les membres du groupe qui ont encore une carte de crédit active à l'égard de laquelle un dépôt direct peut être effectué, qui ne sont pas en défaut et répondent par ailleurs à certains critères, définis dans la convention de règlement. Le montant du remboursement varie d'une banque à l'autre étant donné la différence importante des frais imposés par chacune d'elles. **L'indemnisation directe pour chaque membre devrait être d'environ 12 \$ dollars pour les détenteurs de cartes Banque Royale du Canada et d'environ 50 \$ dollars pour les détenteurs de cartes Banque BofA Canada**, mais pourrait être plus dans les deux cas;
- 350 000 \$ pour indemniser indirectement les membres des groupes qui ne recevront pas un dépôt direct. Cette somme sera partagée entre Option consommateurs, Pro Bono Québec et la campagne *Dans la marge jusqu'au cou!* de la Coalition des associations de consommateurs du Québec afin de contribuer au financement de leurs activités de sensibilisation des consommateurs en matière de budget, de crédit, d'endettement ou d'accès à la justice.

Suis-je admissible à recevoir une indemnité?

Si vous êtes membre d'un groupe mais que votre réclamation a pris naissance à une époque pour laquelle les Banques parties au règlement n'ont pas de registres électroniques de votre compte ou que vous n'avez plus de carte active émise par les Banques parties au règlement à l'égard de laquelle un dépôt direct peut être fait ou que votre compte est en défaut ou ne répond pas à certains critères additionnels d'indemnisation définis dans la convention de règlement, vous n'avez droit à aucune indemnité en vertu du règlement.

Si vous avez droit à une indemnité, vous n'avez aucune démarche à faire pour être indemnisé. L'indemnité sera versée directement sous forme d'un crédit dans le compte de chaque membre détenant une carte active émise par les Banques parties au règlement, qui répond par ailleurs à certains critères, définis dans la convention de règlement.

L'indemnité de 350 000 \$ versée indirectement à ceux qui n'ont pas droit à un dépôt direct dans leur compte sera payée par les Banques parties au règlement directement aux groupes susmentionnés à la date approuvée par le Tribunal.

S'EXCLURE

Si vous ne désirez pas être lié par ce règlement pour quelque raison que ce soit ou bien que vous pensez pouvoir obtenir plus d'argent en poursuivant vous-même, vous devez alors prendre des mesures pour vous exclure du groupe, ce qui entraîne votre exclusion du règlement.

Qu'est-ce qui arrive si je m'exclus?

Si vous vous excluez :

1. Vous ne recevrez aucune indemnité;
2. Vous ne serez pas lié par les recours collectifs; et
3. Vous ne pourrez pas vous objecter à ce règlement.

Qu'est-ce qui arrive si je ne m'exclus pas?

Si vous ne vous excluez pas :

1. Vous recevrez un crédit versé directement dans votre compte lié à la carte de crédit émise par les Banques parties au règlement si vous êtes admissibles;
2. Vous serez lié par les recours collectifs;
3. Vous renoncerez au droit d'intenter vos propres poursuites contre les Banques parties au règlement; et
4. Vous pourrez vous objecter au règlement.

Si vous ne vous excluez pas et que le règlement est approuvé, vous renoncez à poursuivre les Banques parties au règlement concernant l'augmentation unilatérale de la limite de crédit, l'absence de délai de grâce de 21 jours avant l'imputation de frais de crédit, les frais pour le dépassement de la limite de crédit et les frais pour des avances de fonds.

Comment puis-je m'exclure?

Pour vous exclure, vous devez obligatoirement transmettre au greffier de la Cour supérieure une demande d'exclusion dûment signée qui contient les renseignements suivants :

1. Les numéros de dossier des recours collectifs : 500-06-000372-066, 500-06-000373-064 et 500-000375-069;
2. Votre nom et vos coordonnées;
3. Une déclaration à l'effet que vous avez :
 - a. payé des frais de crédit sans bénéficier du délai de grâce de 21 jours prévu à la *Loi sur la protection du consommateur* entre le 2 août 2000 et le 31 août 2010 inclusivement;

ou

b. payé des frais d'avance de fonds :

- i. à Banque Royale du Canada depuis le 4 octobre 2001;
- ii. à Banque MBNA Canada entre le 4 octobre 2001 et le 30 septembre 2010;

ou

c. payé des frais de dépassement de limite de crédit :

- i. à Banque Royale du Canada depuis le 12 janvier 2001;
- ii. à Banque MBNA Canada entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010;

ou

d. bénéficié d'une augmentation de la limite de crédit afférente à son compte sans en effectuer la demande expresse entre le 12 janvier 2001 et le 30 septembre 2010;

4. Cette déclaration doit contenir les numéros de compte pertinents et préciser laquelle des Banques parties au règlement a émis votre carte.

La demande d'exclusion doit être transmise par courrier recommandé ou certifié avant le 16 mai 2014 à l'adresse suivante :

Greffes de la Cour supérieure du Québec
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
1, rue Notre-Dame Est
Bureau 1.120
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Référence : 500-06-000372-066, 500-06-000373-064 et 500-06-000375-069

OBJECTION AU RÈGLEMENT

Vous pouvez dire au tribunal que vous n'êtes pas d'accord avec ce règlement.

Comment puis-je dire au tribunal que je ne suis pas d'accord avec ce règlement?

Pour présenter votre objection au tribunal, vous devrez vous présenter à l'audience qui aura lieu le 22 mai 2014 à 14h00 à la salle 16.12 du palais de justice de Montréal, situé au 1, rue Notre-Dame Est à Montréal.

Quoique cela ne soit pas obligatoire, il est également suggéré de remplir et de transmettre, avant l'audition, le formulaire d'objection qui peut être téléchargé sur les sites Internet d'Option consommateurs, ou du site de leurs avocats, ou qui peut être obtenu par la poste (Voir la section « Obtenir plus d'information »).

Prenez soin d'expliquer pourquoi vous n'êtes pas d'accord avec ce règlement.

Ai-je besoin d'un avocat pour m'objecter?

Non. Vous pouvez vous objecter sans prendre un avocat. Si vous voulez être représenté par un avocat, vous pouvez retenir ses services à vos frais.

Si je m'objecte et que le règlement est approuvé, serai-je encore admissible à un paiement?

Oui, si malgré votre objection le règlement est quand même approuvé, vous pourrez encore obtenir un paiement si vous y êtes admissible.

OBTENIR PLUS D'INFORMATION

Comment puis-je obtenir plus d'information?

Pour obtenir plus d'information et pour avoir accès au texte du règlement, aux annexes et aux différents formulaires, nous vous invitons à consulter les sites Internet suivants :

- Option consommateurs :
www.option-consommateurs.org/avocats/recours_collectifs/
- Les avocats d'Option consommateurs :
www.sfpavocats.ca/transaction_banques

Concernant la Banque BofA Canada, vous pouvez également appeler au 1-855-382-6464 pour de plus amples renseignements.

Aucun autre avis ne sera publié ou diffusé en lien avec le règlement.

En cas de divergence entre cet avis et le règlement, c'est le règlement qui prévaut.

La publication de cet avis a été approuvée par le tribunal.